



C_2016_181

EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 15 DÉCEMBRE 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Environnement

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

Objet de la délibération:
Candidature pour le portage de l'animation Natura 2000

L'an deux mille seize, le quinze décembre à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Franck AMBROSINO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Raymond GRAS pouvoir à Daniel MARIA, Hugues MARTIN pouvoir à Gérald PIERRUGUES, Fabien MATRAS pouvoir à Alain PARLANTI, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Yves BACQUET pouvoir à Georges ROUVIER, Frédéric MARCEL pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Bernard CHARDES pouvoir à Liliane BOYER, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Christine CHALOT-FOURNET, Alain HAINAUT pouvoir à Christine PREMOSELLI, Mathilde KOUJIDECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Grégory LOEW pouvoir à Sophie DUFOUR, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Laure REIG pouvoir à Claude ALEMAGNA, Régis ROUX pouvoir à Thierry PESCE

ABSENT(S) :

David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Claude PIANETTI

RAPPORTEUR : Monsieur Bernard CHILINI

Transmis le : **2.1.DEC. 2016**

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le **2.1.DEC. 2016**

Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales et végétales et de leurs habitats.

Ce réseau a pour vocation de rendre compatible les usages professionnels ou de loisirs, traditionnels ou innovants, avec la préservation de ces espèces et habitats.

En 2008, la Communauté d'Agglomération Dracénoise s'est portée volontaire pour être opérateur de trois sites Natura 2000 sur la Dracénie et a été désignée en tant que tel lors des comités de pilotage. Ces espaces naturels concernent 17720 ha sur 6 communes :

- sites « Forêt de Palayson, Bois du Rouet » et « Colle du Rouet » situés sur les communes du Muy, La Motte, Fignanières, Callas
- site « Plaine de Vergelin, Fontigan, gorges de Chateaudouble, Bois des Clappes » situé sur les communes d'Ampus, Chateaudouble

Pendant deux ans et demi, la Communauté d'Agglomération Dracénoise s'est investie dans la démarche d'élaboration des documents d'objectifs (DOCOB) des sites, approuvés en 2012 par arrêtés préfectoraux.

Cette première phase d'étude a ensuite débouché sur la phase d'animation des DOCOB souhaitée par le Conseil communautaire du 3 novembre 2011.

En 2013, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a ainsi été désignée comme structure animatrice, avec la prise en charge financière à 100% d'un poste de chargée de mission pour la période 2013-2015.

L'agent assurant le poste de chargé de mission Natura 2000 ayant quitté les services de la Communauté d'Agglomération Dracénoise le 31 mai 2015, la phase d'animation a dû être suspendue.

Elle a repris grâce à la réorganisation des services, qui a affecté un nouvel agent communautaire sur le poste de chargé de mission Natura 2000. Un avenant à la convention d'animation a été signé prolongeant la phase d'animation jusqu'au 28 février 2017.

Dans la continuité de cette démarche communautaire engagée pour Natura 2000 et de ses ambitions de développement durable, la Communauté d'Agglomération Dracénoise souhaite renouveler son portage de la mission d'animation des trois sites Natura 2000.

La candidature de la Communauté d'Agglomération Dracénoise sera ensuite proposée au prochain COPIL prévu début 2017.

Après désignation, l'animation, le plan de financement et les conventions financières pour la période de 2017 à 2019 seront proposées à l'identiques.

Le financement du poste d'animateur pour les 3 sites est assuré à 100% par l'Etat (50%) et l'Union Européenne (50%).

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission « Espaces naturels, forêts et prévention des risques » réunie le 16 septembre 2016, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- Proposer la Communauté d'Agglomération Dracénoise comme opérateur Natura 2000 pour une nouvelle phase d'animation de 3 ans.

- Autoriser Monsieur le Président à solliciter les subventions auprès de l'ensemble des financeurs potentiels, et signer les deux conventions cadre relatives aux sites concernés ainsi que tout document s'y rapportant.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 15 décembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valent rejet.